



TOUS ENSEMBLE

Disons STOP à la régression sociale !

mars 2013

<http://www.cgt.fr>
info@cgt.fr

Cette adresse aux salarié-e-s a été adoptée par les délégué-e-s des syndicats CGT au 50e Congrès de la CGT à Toulouse le 22 mars 2013.

nous rencontrer
nous contacter
nous rejoindre

Au quotidien, nos conditions de vie et de travail se dégradent.

En France, en Europe et dans le monde, la crise et ses conséquences sont d'une violence insupportable.

Les politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements nourrissent la crise et plongent les peuples dans la misère, réduisent les droits sociaux, s'attaquent aux libertés fondamentales, généralisent l'insécurité sociale.

Les travailleur-se-s et les peuples sont mis en concurrence. Ces politiques alimentent le cercle vicieux de la crise et renforcent le désespoir. La désignation de boucs-émissaires alimente les peurs et les replis identitaires. La CGT poursuivra résolument son combat contre le racisme et la xénophobie.

Cette crise n'est pas pour tous : les actionnaires continuent à engranger le profit et l'argent facile. La crise, celle du capitalisme, est d'abord le fruit d'une dévalorisation du travail. L'issue progressiste à la crise exige une autre répartition des richesses, la reconnaissance, la revalorisation du travail.

Le patronat a déclaré la guerre au monde du travail. Il profite de la crise qu'il a provoquée et impose des régressions sans précédent : dégradation des conditions de travail, flexibilité accrue, précarisation de l'emploi, suppressions d'emploi, baisse des rémunérations, répression syndicale...

La CGT condamne avec force toutes les formes de répressions, de discriminations, de remise en cause du droit de grève et de l'exercice du droit syndical.

La CGT réclame l'amnistie de tou-te-s les syndicalistes et des défenseurs des droits injustement condamnés, dans le cadre de leur activité syndicale.

La CGT exprime sa solidarité avec tous les salarié-e-s d'ores et déjà engagé-e-s dans les luttes et appelle l'ensemble du monde du travail à se mobiliser pour le progrès social.

Pour sortir de la crise, exigeons une autre répartition des richesses pour le travail, le plein emploi, l'augmentation des salaires, un système de protection sociale solidaire.

Pour sortir de la crise, imposons le maintien et le développement des activités et de l'emploi industriel, la reconquête des politiques publiques, des services et de l'emploi publics. Pour sortir de la crise, gagnons un statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle avec un socle de droits attachés à la personne, transférables et garantis collectivement. Pour sortir de la crise, construisons un autre modèle économique, social, humain et écologique.

Ensemble, élevons le rapport de forces pour rompre avec les politiques libérales.

Nous sommes résolus à créer les conditions de l'unité du monde du travail, des femmes comme des hommes, des jeunes comme des retraité-e-s, des ouvrier-ère-s comme des cadres, des salarié(e)s précaires, des migrants, des privés d'emploi.

Alain BARASINSKI

spbacgt.cepal@free.fr

06.65.15.20.13

Alain MOULY

spbacgt.cepal@free.fr

05.55.92.96.61

Pour que ça change vraiment, la CGT est disponible pour construire avec vous, votre syndicat, les mobilisations pour le renforcement des solidarités, un syndicalisme de lutte, de conquête, de transformation et de progrès social.

La CGT réaffirme sa volonté de travailler à un syndicalisme rassemblé pour favoriser les convergences d'actions dans la durée, du niveau local, au plus près des lieux de travail jusqu'à l'international.

Elle décide de faire du **1er mai**, journée internationale du travail, une journée de lutte et de manifestations. A l'échelle européenne, la CGT poursuivra la construction du processus de mobilisations en convergence avec tous les salarié-e-s.

Au plan national, la CGT appelle les salarié-e-s à se mobiliser : pour la **reconquête de la Sécurité sociale** et la garantie de son financement solidaire fondé sur le travail ;

Pour une réforme ambitieuse du **système de retraite par répartition**, avec un âge d'ouverture des droits dès 60 ans, la prise en compte de la pénibilité, un niveau de pension d'au moins 75 % du salaire, au moment où le gouvernement annonce l'ouverture d'une concertation sur une nouvelle réforme dès la fin de ce printemps.

Dans l'immédiat, il faut empêcher la transposition dans la loi de l'accord minoritaire, faussement nommé « Sécurisation de l'emploi », qui dynamite quarante ans de droit du travail en France.

**Moins de droits pour les salarié-e-s,
plus de liberté de licencier pour les employeurs :
c'est non ! Disons le tous ensemble.**

Pour que ça change vraiment, dès maintenant, toutes et tous dans l'action,
en grève* et en manifestations lors d'une journée nationale le **mardi 9 avril 2013**.

La crise c'est eux.

La solution c'est NOUS, TOUS ENSEMBLE !

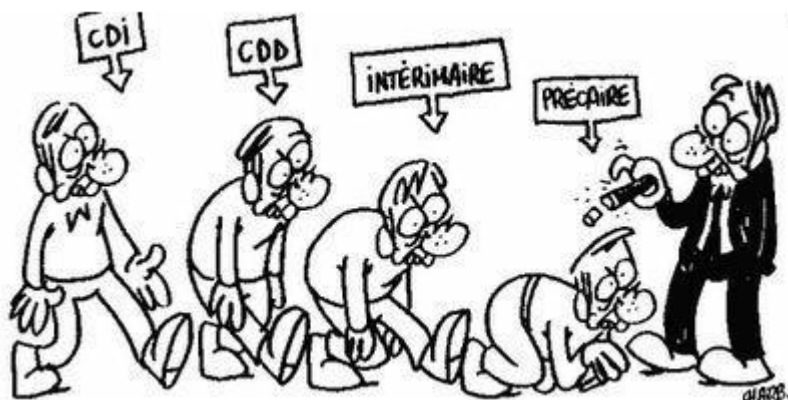
~~ACCORD~~ **Arnaque !**
NATIONAL
INTERPROFESSIONNEL

Droits rechargeables pour
les chômeurs ?



Plus tard, peut-être,
si les chômeurs se les payent...

63 pas de loi flexi-précarité !
cgt



Grève* : la journée, la ½ journée ou simplement le temps de la manifestation